

une position plus mauvaise que celle qu'elle occupait avant. Après ces quelques observations sur le principe électif, je désire maintenant faire allusion à une ou deux questions se rattachant à ces résolutions. Il est une chose, particulièrement, sur laquelle aucun hon. membre de cette chambre n'a appuyé. Je veux faire allusion à la 6e résolution, qui a trait à l'éducation. Eh bien ! hon. messieurs, il me semble qu'il était tout à fait injuste de la part des délégués d'insérer quoi que soit dans ce projet qui eût trait à l'éducation du peuple du Haut et du Bas-Canada. Je vais en donner mes raisons, et je pense qu'elles sont bonnes. Je pense que l'on devrait laisser pleinement et entièrement au peuple du Haut et du Bas-Canada le soin de décider ce qui leur convient le mieux sous ce rapport. Nous voyons déjà que dans le Haut et le Bas-Canada les deux partis sont activement occupés à attirer l'attention des deux chambres du parlement sur la nécessité de leur concéder de plus amples privilèges que ceux qu'ils possèdent déjà. Ils paraissent décidés à obtenir pour leur éducation catholique rien moins qu'un personnel complet d'officiers, des écoles normales et modèles, et tout l'attirail que comporte le système actuel d'écoles communes. La question des écoles, que l'on considérerait comme réglée pour le Haut-Canada, est maintenant remise sur le tapis, et les partisans des écoles séparées vont jusqu'à insister pour que l'on fonde un collège. Leur but est, sans aucun doute, de se placer de manière à être parfaitement indépendants du gouvernement local projeté du Haut-Canada. En autant que je suis personnellement concerné, relativement à la question des écoles, je dirai que je préférerais de beaucoup que le système d'instruction fût fondé pour les deux pays sur le principe des écoles communes. Je ne vois pas de raison pour qu'une partie des enfants d'une localité soit envoyée à une école de telle dénomination, et l'autre partie à une école de telle autre dénomination. Je suis d'avis qu'en principe cela est très faux, et que les enfants de notre patrie commune devraient être élevés et instruits ensemble dans nos écoles publiques, où rien ne devrait être enseigné qui fût de nature à empêcher qui que ce soit d'y envoyer ses enfants. Telles sont mes vues relativement aux écoles. Je crois que la concession de droits exclusifs et de privilèges à une certaine classe de personnes est de nature à affecter les bons rapports qui devraient exister entre tous les classes de la

société,—ce que démontrent les efforts qui sont faits aujourd'hui dans les deux sections de la province pour obtenir des systèmes d'éducation différents. (Ecoutez !) Le sujet sur lequel je désire maintenant attirer l'attention de cette chambre, est celui du chemin de fer intercolonial. Je suis opposé *in toto* à cette grande voie ferrée. J'y suis opposé pour la meilleure de toutes les raisons. En premier lieu, j'y suis opposé parce que je ne sais pas combien elle coûtera. Il n'y a rien dans les résolutions qui indique quel en sera le coût ; et la discussion qui a eu lieu dans cette chambre ne m'a pas non plus fourni aucunes données sur cette matière. Par conséquent, je sens que je manquerais à mon devoir si je votais pour une mesure qui va faire encourir au Haut-Canada une dette considérable, sans auparavant savoir quel en sera le chiffre. Bien loin de considérer ce chemin comme une entreprise commerciale, je ne puis voir en quoi ni comment il serait possible de l'exploiter comme entreprise commerciale. L'hon. député de Montréal (M. FERRIER), dans le discours qu'il a prononcé l'autre soir dans cette enceinte, n'a pas fait la plus légère allusion à ce sujet. Tout ce qu'il nous a dit de ce grand projet, ça été simplement ceci : qu'il y avait quelques 100 chars chargés de produits qui attendaient à Montréal, et qu'ils ne pouvaient être expédiés parce que de l'autre côté des lignes on avait tant à faire, qu'on ne pouvait avoir l'usage de la voie. Mais ceci n'est pas du tout un argument en faveur du chemin de fer intercolonial. Ainsi, en supposant que le chemin fût construit, les hon. messieurs pensent-ils, pour un instant, qu'il paierait ses dépenses d'entretien ? Il n'existe pas l'ombre d'un doute dans mon esprit que pour le tenir en opération il faudrait le subventionner aussi considérablement que la ligne des steamers océaniques. L'autre jour, l'hon. député de Montréal a dit que deux centins par tonneau par mille était un très-faible taux pour le transport par chemin de fer. Mais si on adopte ce chiffre, à quel résultat en arrivons-nous ? De Toronto aux côtes de l'Atlantique, par le chemin de fer intercolonial, la distance peut être portée à 939 milles, et pour expédier un baril de fleur à cette distance par chemin de fer, à raison de deux centins par mille par tonneau, cela reviendrait à pas moins de \$2.08 centins. Mais en supposant que le tarif serait diminué de moitié,—c'est-à-dire, un centin par tonneau par mille,—et on nous